

• Emily Hoyos et Olivier Deleuze ont pris tout le monde de vitesse. Ce lundi, ils ont donné un coup d'accélérateur au processus de réforme d'Ecolo.

• Ils ont annoncé ce matin qu'ils remettent leur coprésidence en jeu. Ils tirent les leçons de l'échec électoral. La nouvelle équipe devrait être élue au cours d'une AG en mars 2015.

• Une chose est déjà sûre : Olivier Deleuze ne remplira pas à la tête d'Ecolo. Il se concentre sur sa commune de Boitsfort. Les spéculations sur la succession commencent.

Ecolo se cherche de nouveaux chefs

DELEUZE, LE SERVITEUR EFFACÉ

Olivier Deleuze, fondateur du parti, a annoncé qu'il ne remplirait pas et se concentrerait sur son maïorat de Watermael-Boitsfort. Nombreux avaient jugé qu'il avait été transparent durant la campagne, laissant l'essentiel de la charge de la fonction à Emily Hoyos.

EMILY HOYOS, LA PROMESSE CONTRARIÉE

On ne pourra pas reprocher à Emily Hoyos de ne pas avoir incarné la fonction de coprésidente. Certains disent même qu'elle devait faire tout le boulot. Reste que la défaite électorale aura stoppé net son ascension au sein du parti. Il n'est toutefois pas exclu qu'elle puisse reprendre son vol.

Deleuze et Hoyos tirent les leçons de l'échec électoral

Le duo Hoyos/Deleuze n'a pas entraîné. Les deux patrons d'Ecolo ont annoncé ce lundi matin aux membres du bureau de leur parti qu'une nouvelle élection des coprésidents aurait lieu en mars 2015, un an avant le terme normal de leur mandat.

Une surprise ? Pas vraiment. Ces derniers jours, la rumeur les voyant annoncer rapidement leur démission se faisait de plus en plus persistante. Les critiques à leur encontre s'accumulaient au sein du parti. Et chacun pressentait bien que le rapport des 4 "informateurs" chargés d'identifier les raisons de l'échec électoral du 25 mai n'épargnerait pas l'équipe dirigeante du parti. Une intuition qui s'est d'ailleurs vérifiée. Dans le rapport qu'il a présenté vendredi dernier au Conseil de fédération (LLB, le 7/7), le quatuor évoque, parmi les causes de la défaite, "une difficulté de la coprésidence à assumer un leadership collectif, générateur de confiance et de mobilisation".

Olivier Deleuze et Emily Hoyos reconnaissent eux-mêmes qu'ils n'ont pas été à la hauteur des attentes placées en eux. Pas tant à cause de la défaite électorale, quasiment annoncée depuis 2010, que parce qu'ils ne sont pas "suffisamment parvenus" à rendre le parti "solide, rassemblé et fier pour se relever".

On pensait cependant que les deux dirigeants atten-

draient le Conseil de fédération du 16 juillet pour faire leur annonce. C'est en effet au cours de cette réunion que le processus de redéploiement doit être défini. Or la question du leadership constituera l'un des points essentiels de ce processus.

Olivier Deleuze et Emily Hoyos ont manifestement voulu faire baisser la pression. "Les militants sont rassurés par cette annonce, explique un député. Ils avaient peur que le processus de réforme interne soit cadenassé. Ils ont reçu la preuve que le débat sera ouvert."

Calendrier et méthode

Les deux coprésidents n'ont pas seulement annoncé l'élection anticipée d'une nouvelle équipe dirigeante. Ils leur ont aussi fait une proposition de calendrier et de méthode pour réformer le parti.

Emily Hoyos et Olivier Deleuze prônent la constitution de groupes de travail chargés de proposer des changements tant dans le fonctionnement du parti que dans ses statuts, ses alliances avec la société civile, son positionnement sur l'échiquier politique. Ces groupes de travail commenceraient leur réflexion en

septembre et devraient remettre un rapport final en décembre, avec des recommandations que le Conseil de fédération devra approuver en dernière instance. Après quoi, les candidats à la coprésidence du parti pourront commencer la campagne interne jusqu'à l'élection du ticket présidentiel en mars 2015.

Le processus serait chapeauté par un comité de pilotage. Les coprésidents d'Ecolo suggèrent d'y placer 12 personnes : 3 délégués du Conseil de fédération, 3 élus locaux, 3 parlementaires ou anciens parlementaires et 3 membres du parti "disponibles" choisis au sort. Un trio serait désigné en son sein pour coordonner le comité de pilotage.

À ce stade, cela reste cependant des propositions. C'est le Conseil de fédération qui tranchera le 16 juillet. Un débat aura inévitablement lieu sur la composition du comité de pilotage - certains jugent déjà que 12 membres, c'est trop. Ainsi que sur l'opportunité de réformer le parti avant de nommer une nouvelle équipe dirigeante, qui n'aurait dès lors plus grand-chose à décider.

V.R.

220 000

L'ÉLECTORAT D'ÉCOLO

Lors des dernières élections, environ 220 000 personnes ont voté pour Ecolo en 2014. Deux fois moins qu'en 2009.

HELLINGS, L'ÉTERNEL ESPOIR

Benoît Hellings est député fédéral. Candidat à la coprésidence en 2012.

KHATTABI, LA RÉFORMISTE

Zakia Khattabi est députée fédérale. Elle était tête de liste à Bruxelles.

DUPRIEZ, LA VALEUR SÛRE

L'ex-président du Parlement wallon Patrick Dupriez n'a pas été réélu.

GENOT, LA CONSCIENCE

Zoé Genot est actuellement députée régionale à Bruxelles.

Les noms circulent, aucun ne s'impose déjà

Les spéculations iront inmanquablement bon train. Qui succédera au duo Deleuze/Hoyos ? À ce stade, il n'existe qu'une seule certitude : le duo ne se succédera pas à lui-même. Olivier Deleuze a annoncé lundi avoir fait "le choix personnel et politique de se consacrer entièrement, dès le printemps prochain, à son mandat de bourgmestre de Watermael-Boitsfort". Au sein du parti, nombreux sont d'ailleurs ceux qui soutiennent que ce choix, il l'avait fait bien avant les élections du 25 mai.

Pour le reste, toutes les options semblent ouvertes. Même celle de voir une autre formule de direction se mettre en place à la tête d'Ecolo. Les réactions négatives qui avaient suivi la proposition de passer à une présidence unique formulée par la future ex-ministre bruxelloise Evelyne Huytebroeck montrent cependant que les verts francophones

restent attachés au principe d'une direction bicéphale.

Pour l'heure, on n'en est encore qu'aux pronostics. Un des scénarios qui circulent, c'est le maintien en fonction d'Emily Hoyos. La jeune femme a été relativement épargnée par la critique. Et elle est sans mandat ac-

tuellement. Lundi, elle n'a en tout cas pas écarté cette éventualité.

Comme en 2003

Il y a d'ailleurs un précédent. Après la déroute électorale de 2003, Evelyne Huytebroeck, qui faisait partie du trio présidentiel de l'époque, s'était représentée à la coprésidence d'Ecolo en tandem avec Jean-Michel Javaux, qui n'était alors encore qu'un député wal-

lon discret. Un coup gagnant puisque 6 ans plus tard, les verts regagnaient toutes leurs voix perdues.

Mais un tel scénario implique de trouver à Emily Hoyos un partenaire masculin et bruxellois, puisqu'elle-même est une femme et une Wallonne – et que les statuts du parti exigent la double parité. Pas simple. L'hypothèse Philippe Lamberts paraît improbable. Il vient d'être désigné coprésident du groupe

des verts au parlement européen. Christos Doulkeridis répond aux critères, mais il n'a pas réalisé un score extraordinaire aux élections, malgré une fonction en vue dans le gouvernement

bruxellois. Benoît Hellings, député fédéral, pourrait aussi faire l'affaire. Il s'est déjà présenté une première fois à la coprésidence d'Ecolo en 2012. Peut-il cette fois convaincre les siens ?

Cherchez l'homme

À Bruxelles, il serait sans doute plus facile de trouver une femme qui fasse l'unanimité. On songe à Zakia Khattabi, députée fédérale, appréciée par les siens, l'une des rares à avoir pris position à visage découvert dans le processus de refondation du parti. Ou à la députée régionale Zoé Genot qui a fait un bon score au dernier scrutin et apporterait un peu de poids à la gauche du parti.

Il faudrait alors trouver un Wallon. Un nom est évoqué : Patrick Dupriez, un homme discret qui, de l'avis de tous, a fait un bon président d'assemblée lors de la précédente législature en Région wallonne.

V.R.

9

LA DIRECTION

La direction d'Ecolo est confiée à deux coprésidents. En 1981, elle était composée de neuf secrétaires fédéraux.

“Je prendrai mes responsabilités si...”

Jean-Michel Javaux soutient Hoyos et trouve les critiques à l'égard de Nollet trop sévères.

Entretien **Stéphane Tassin**

S'il a quitté la coprésidence d'Ecolo en 2012 après huit ans en tandem avec Evelyne Huytebroeck d'abord, Isabelle Durant ensuite et Sarah Turine enfin, Jean-Michel Javaux incarne encore chez Ecolo et même plus largement la relance d'un parti moribond après les échecs électoraux de 2003 (fédéral) et de 2004 (Régions). Toujours bourgmestre de sa commune d'Amay, il est bien placé pour analyser les causes de la défaite de son

parti lors du scrutin du 25 mai dernier.

Constatez-vous des similitudes avec la défaite de 2003 ?

Il y a des similitudes et des divergences. En 2003, les coprésidents ont démissionné immédiatement et ont dû refaire un organigramme avec 60 % des moyens en moins. Je suis admiratif des coprésidents actuels qui ont lancé un processus avant de se positionner. En 2004, nous avons réussi à restructurer le parti en créant notamment Etopia et Ecolo J. Il fallait sortir du cadre et se rendre compte que la situation avait changé.

Que faut-il faire pour rebondir à nouveau ?

Il est nécessaire d'évaluer comment Ecolo peut être en phase avec les ci-

toyens. Ecolo doit renforcer son ancrage local. Les élus locaux ne sont pas présents au bureau politique, par exemple. C'est sans doute une erreur.

Quelles sont, selon vous, les causes de la défaite électorale ?

Vous savez si les victoires sont collectives, les défaites le sont aussi. Il y a des gens qui ont voté pour nous en 2009 et qui ont été déçus de notre alliance avec le CDH et le PS. Ils auraient préféré un autre scénario. On a pu constater, en effet, que le lien entre PS et le CDH était fort. Il l'est d'ailleurs encore. Nous sommes entrés dans un gouvernement avec des partenaires qui avaient déjà gouverné ensemble durant cinq ans. Et s'il y avait du respect par rapport au travail ef-

fectué par nos ministres, paradoxalement il n'y avait aucun problème pour nous faire porter la responsabilité sur les dossiers que nous n'avions pas mis en place (NdIR: le dossier photovoltaïque). Ça donnait l'impression qu'Ecolo ne sait pas gérer les grands dossiers. Si au niveau local, les majorités, où Ecolo participe, fonctionnent bien, dès qu'on arrive à un

autre niveau, les autres partis n'aiment pas les exigences d'Ecolo.

Vous parlez du décret décumul ?

Nous donnons l'impression, à l'électeur, quand nous faisons un compromis comme celui-là, que c'est de l'eau tiède, que c'est une compromission. Les autres partis, cela les emmerde et ils voient cela comme une attaque personnelle. Nous devons nous recentrer sur nos fondamentaux qui ne sont pas que l'énergie et le climat, il y a aussi l'aménagement des quartiers, la sécurité, la propreté. Surtout

nous devons être transparents. Je vois cela dans ma commune. Quand on explique aux gens pourquoi on ne fait pas telle ou telle chose, ils apprécient.

Vous avez lu le rapport interne. Vous en partagez les constats ?

C'est un bon début, mais il y a encore beaucoup de travail. Nous devons mobiliser les militants. J'ai le sentiment que nous n'y sommes pas parvenus car ils sortaient des élections communales. Le

transfert de voix d'Ecolo ne se fait pas dans le même sens partout. Il y a des endroits où c'est en faveur du MR et d'autres en faveur du PTB. Les réalités sont différentes entre villes et espaces ruraux mais également entre Wallonie et Bruxelles.

Le rapport est sévère à l'égard de Jean-Marc Nollet. Partagez-vous cette analyse ?

Je trouve le paragraphe sur Jean-Marc Nollet un peu fort. Vous savez, toutes les semaines il y a un bureau politique et lorsque très tôt Jean-Marc a souhaité supprimer la prime sur le photovoltaïque, il y a eu, chez nous, des réactions fortes qui allaient contre ça.

Et sur son rôle de vice-président du gouvernement wallon ?

Il y avait toujours au sein du gouvernement une sorte de méfiance à l'égard des autres ministres. Je crois qu'il faut expliquer chez nous que les ministres des autres partis ne sont pas forcément des ennemis. Tant que nous ne sommes pas à 51 % il faut faire des compromis. Maintenant, il est vrai que nous avons parfois été trop respectueux des autres.

Faut-il conserver la formule en duo pour la présidence du parti ?

J'ai, par le passé, plaidé pour le maintien du duo. Mais je n'ai aucun tabou sur cette question. D'autres partis fonctionnent différemment avec un président

wallon et un vice-président bruxellois, par exemple. Mais je crois qu'il faut conserver la dimension du genre et le lien entre Bruxelles et la Wallonie.

Qui voyez-vous pour présider Ecolo ?

Je ne sais pas, mais je suis content qu'Emily n'a pas dit qu'elle jetait l'éponge et qu'elle se donnait le temps de la réflexion. A l'époque où je suis arrivé à la coprésidence, lors d'un bureau politique où je n'étais pas, un sondage de "La Libre" venait de sortir. Les gens présents se demandaient ce qu'on allait faire de moi car je ne décollais pas. Il faut du temps pour s'installer et pour qu'une relation de respect et un rapport de forces s'installent avec la plupart des interlocuteurs. La rotation trop rapide, ce n'est pas la meilleure solution même si c'est difficile de l'expliquer en interne.

Vous pourriez être candidat ?

Je suis bourgmestre et Wallon comme Emily. Et puis, j'ai trouvé un bon équilibre actuellement. Il ne faut jamais dire jamais. C'est une fonction que j'aime car j'adore jouer meneur de jeu. Je m'y suis beaucoup épanoui même si les deux dernières années marquées par les négociations m'ont beaucoup usé. Ce que j'aime chez Ecolo c'est la pluralité. Si je constate qu'il y a des candidats qui tentent d'exclure certains courants, alors je prendrai mes responsabilités, mais cela n'arrivera pas.

“Nous donnons l'impression, à l'électeur, quand nous faisons un compromis comme celui du décret décumul, que c'est de l'eau tiède, que c'est une compromission.”

JEAN-MICHEL JAVAUX

Édito

Ecolo, une décision qui arrive bien tard

Par Vincent Rocour

Les deux têtes dirigeantes d'Ecolo, Olivier Deleuze et Emily Hoyos, auraient été bien inspirées de remettre leur mandat de co-président en jeu plus tôt qu'aujourd'hui. Espéraient-ils vraiment sauver leur duo après avoir conduit leur parti à une aussi retentissante défaite le 25 mai ? On a de la

peine à l'imaginer. Ils disent ne pas avoir voulu donner l'impression de quitter le navire en plein naufrage. L'annonce plus rapide de leur retrait ne les aurait évidemment pas exonérés de la pénible mission de tailler dans les effectifs d'un parti dont le financement a été réduit de moitié.

En revanche, s'ils avaient été plus prompts, ils n'auraient pas laissé le doute s'installer dans leurs propres rangs. Leur indétermination – alors que la démission paraissait inéluctable dès le 26 mai – a créé une inquiétude compréhensible. De nombreux militants se sont mis à craindre que les responsabilités ne seraient pas prises, que les leçons de l'échec ne seraient pas tirées.

On peut comprendre les motivations des dirigeants d'Ecolo : ils voulaient éviter à tout prix le déclenchement d'une nou-

velle guerre intestine. Le souvenir des prises de bec entre "fundis" et "réalos" est encore vivace. Mais ce n'est pas en contournant les décisions courageuses qu'ils seraient parvenus à maintenir les vieux démons en léthargie. Les différentes factions ont longtemps tu leurs divergences au nom de l'unité. Cela a ramené la sérénité dans le parti. Mais cela l'a aussi progressivement conduit à une forme de conformisme, sinon d'asservissement à l'exercice du pouvoir. Ecolo doit se souvenir qu'il n'y a pas si longtemps encore, il prétendait vouloir faire de la politique autrement.